

**DSNA**  
Direction des Opérations

**ACCORD-CADRE DE SERVICES**

# Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° 2024-CRNAE-001

Procédure de passation

**Appel d'offres ouvert**

(Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

Type de contrat

Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec  
maximum mono-attributaire de services

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats « 2024-CRNAE-001 »	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Elodie Gillibert		V	
Pierre DURIEZ		A	

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2024-CRNAE-001	
Classement et archivage du document	
Fichier :	

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

### Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V0R1	18/07/2025	Version de travail	Elodie Gilibert
V0R2	19/09/2025	Modifications	Elodie Gilibert
V0R3	02/02/2026	Modifications	Elodie Gilibert
V1R0	06/02/2026	Version pour publication	Elodie Gilibert

### SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT.....	4
2.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
3.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	6
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	10
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	14
7.	LITIGE ET SANCTIONS .....	17
8.	FIN DU CONTRAT .....	21

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

## 1. OBJET DU CONTRAT

### 1.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims.

Les spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **décrit à l'article 2 du CCTP**.

#### ■ Exclusivité :

Le titulaire ne bénéficie pas de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations à prix unitaires. L'acheteur se réserve la possibilité de faire appel à d'autres fournisseurs pour répondre à ses besoins concernant les prestations sur devis dans les conditions suivantes :

- en cas d'indisponibilité du matériel ou des pièces ;
- en cas de devis supérieur à un montant de 1000 € ;
- en cas de travaux.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi ;
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), le résumé des obligations et les annexes 1 et 2 ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du contrat.

### 1.2. Intervenants

#### Adresse et coordonnées :

Direction des Opérations  
9 rue de Champagne  
91200 Athis-Mons

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

#### ■ Services bénéficiaires :

Les services bénéficiaires du présent contrat sont les suivants :

- Centre en Route de la Navigation Aérienne Est (CRNA E) - 2 rue Alberto Santos Dumont - BP 1033 - 51687 REIMS CEDEX 2
- Secrétariat Inter Régional Est (SIR E) - Aéroport de Strasbourg-Entzheim - Rue Dreamliner - 67836 TANNERIES CEDEX
- Service National D'ingénierie Aéroportuaire (SNIA) - 82 rue des Pyrénées - 75970 PARIS CEDEX 20

Chaque bénéficiaire s'assure de la bonne exécution des prestations pour la partie qui le concerne.

## 2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

#### ■ Modalités d'attribution :

Le contrat est mono attributaire.

#### ■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- code service exécutant,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximal de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

#### ■ Autres stipulations relatives à la structure du contrat :

Le montant maximum est de 2 200 000 € HT pour la durée totale du contrat.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée initialement prévue par l'acheteur.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

### 3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

#### ■ Durée de validité du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.  
Il s'agit de la période pendant laquelle peuvent être émis les bons de commande.

#### ■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** dans les conditions suivantes :

Période	Durée	Complément
- Période initiale	12 mois	A compter de la notification du contrat
- Reconduction n°1	12 mois	A compter la fin d'exécution de la période initiale
- Reconduction n°2	12 mois	A compter la fin d'exécution de la reconduction n°1
- Reconduction n°3	12 mois	A compter de la fin d'exécution de la reconduction n°2

#### ■ Modalités de reconduction :

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut en aucun cas s'y opposer en application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le contrat, cette décision de l'acheteur est expresse et est adressée au titulaire un mois avant l'expiration de la période en cours, via PLACE. Cette décision n'entraîne aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

Il peut toutefois être dénoncé ou résilié à tout moment pour non-respect des clauses du cahier des charges, après mise en demeure préalable.

Dans l'hypothèse où le contrat ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

#### ■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande est déterminé conformément aux stipulations du CCTP et à l'article 5.1 du présent CCAP. Toutefois, l'exécution des bons de commande ne pourra pas dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre, hors prolongation de délai accordée par l'acheteur.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

### 4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

#### 4.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix des prestations prévues au contrat sont mixtes.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

Les prestations suivantes sont traitées à prix forfaitaires : les actions de maintenance préventive obligatoire, les contrôles réglementaires, les actions de maintenance préventive conditionnelle et la maintenance corrective (main d'œuvre).

Les prestations suivantes sont traitées à prix unitaires (sur devis) : la maintenance corrective (fournitures et pièces détachées) selon les dispositions prévues CCTP. Ces prestations font l'objet de bons de commandes sur validation obligatoire préalable de l'acheteur.

#### ■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est  $P = P_o \times [0,15 + 0,85 (ICHT-IME_m / ICHT-IME_o)]$ .

dans laquelle:

- P(n) est le prix révisé pour l'année N;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo), mois de remise de l'offre finale.
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant au mois M0;
- au numérateur, figure la dernière valeur définitive connue de l'indice au 1er janvier de l'année de révision.

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
ICHT-IME	Indices de prix du coût horaire du travail révisé tous salariés - Industries mécaniques et électriques - <b>le Moniteur</b>

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres finales.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois à la date anniversaire du contrat. Il est ensuite recalculé tous les 12 mois.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les frais de déplacements relatifs à la maintenance préventive et corrective ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

Les prestations objet du présent accord-cadre peuvent nécessiter l'accès à différents sites de l'acheteur et aux aéroports par les agents du titulaire ou ses sous-traitants. Pour des raisons de sûreté, une procédure spécifique d'accès peut d'ailleurs être prévue par les autorités. Dans ce cas, les frais liés à cette procédure (par exemple, attribution de badge etc.) sont réputés avoir été pris en compte dans l'offre du titulaire et ne peuvent ainsi donner lieu à remboursement.

#### ■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 4.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Il est fait application de l'option A du CCAG.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Elle est égale à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci n'excède pas 12 mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30% si le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.



DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute en une fois sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC de sa part du marché et dès lors que le montant de la facture est supérieur au montant de l'avance. Si le remboursement de l'avance n'est pas possible dans ces conditions du fait de l'insuffisance du montant de la facture, il s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC de sa part du marché.

#### ■ **Sûreté sur avance**

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance.

#### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Outre les mentions légales les demandes de paiements devront comporter le numéro du contrat.

Les demandes de paiement sont à libeller au nom du service émetteur de la commande. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique.

Les éléments nécessaires pour la transmission dématérialisée des factures sont les suivants :

- Le numéro de SIRET de la DGAC : 12006401900074

- Le numéro à 10 chiffres de l'engagement figurant sur chaque bon de commande ou sur le document annexé au courrier de notification du marché intitulé "références obligatoires pour l'envoi dématérialisé des factures" pour un marché s'exécutant en dehors du dispositif des bons de commande

- Le code à 2 chiffres du service exécutant : pour les prestations sur devis, chaque bon de commande indique le code service exécutant. Pour les prestations forfaitaires, le code service exécutant est le 52.

#### ■ **Périodicité des paiements :**

Les prestations forfaitaires sont réglées mensuellement à terme échu et conformément à la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF).

Les prestations sur devis sont réglées après exécution de chaque bon de commande et constatation du service fait.

#### ■ **Répartition des paiements :**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses co-traitants.

En cas de groupement, l'acte d'engagement peut n'indiquer que la répartition technique des prestations. Chaque bon de commande porte dans ce cas, la répartition financière par intervenants (mandataire, cotraitant, sous-traitant) de chacune des prestations commandées.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

Pour les prestations sur devis, le titulaire doit indiquer la répartition entre chaque intervenant, ainsi que sa marge et le prix catalogue de son fournisseur.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Agent Comptable Principal du BACEA

50 rue Henry Farman  
PARIS cedex 15  
75720

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ **Intérêts moratoires :**

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Plan de progrès :**

Les attentes au titre du plan de progrès sont décrites à l'article 6.6.2 du CCTP.

■ **Point de départ des délais :**

Prestations forfaitaires (maintenance préventive obligatoire, contrôles réglementaires, maintenance préventive conditionnelle et maintenance corrective) :

Les délais commencent à courir à compter de la date de notification du contrat.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

Prestations à bons de commande (sur devis : maintenance corrective : fournitures et pièces détachées) :

Les délais commencent à courir à compter de la date de notification des bons de commande ou de la date d'effet portée sur ces bons si cette date est postérieure à la date de notification ou de la date précisée dans l'ordre de service.

La transmission des ordres de service s'effectue conformément à l'article 3.8 du CCAG.

## 5.2. Vérification des prestations

### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le niveau d'obligation est variable selon les prestations prévues au contrat et est décrit à l'article 4 du CCTP.

### ■ Opérations de vérification :

Les modalités de vérification quantitatives et qualitatives sont fixées au CCTP.

## 5.3. Développement durable

### ■ Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage aux côtés de la DGAC dans une démarche éco-responsable en garantissant que les conditions dans lesquelles il exécute le présent accord-cadre veillent au respect des engagements indiqués dans son offre.

Par ailleurs, il s'engage à exécuter les prestations conformément aux exigences de l'article 5.2 du CCTP relatif au traitement des déchets.

### ■ Clause environnementale BEGES :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans. Ainsi, si le titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le titulaire fournit à l'acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### ■ Conditions d'exécution à visée sociale :

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire s'engage pour l'exécution du contrat, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum 5 heures d'insertion par tranche de 10 000 € HT facturés, sur toute la durée de l'accord cadre.

Le calcul est fait sur l'ensemble des bons de commande, pour la durée totale de l'accord-cadre (période de reconduction comprise).

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable de l'atteinte des objectifs de l'action d'insertion.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs contrats comportant une

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

clause d'insertion sociale, il peut solliciter auprès du facilitateur la globalisation des heures d'insertion.

#### Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, la Direction Générale de l'Aviation Civile a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :

Karine REGNAULT  
LA FABRIQUE EMPLOI ET TERRITOIRES  
5 allée de la Louée - 58000 NEVERS  
06 48 69 42 17  
k.regnault@lafabriquememploi.fr

Les missions du facilitateur consistent à :

- informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion durant la phase d'appel d'offre,
- accompagner l'entreprise attributaire (définition du besoin en recrutement, sélection de la modalité, positionnement de public prioritaire ...), en fonction des spécificités du marché,
- renseigner le titulaire sur les structures inclusives du territoire (structures d'insertion par l'activité économique et structures employant des travailleurs handicapés),
- jouer le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage,
- suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprises, mesures de sorties du dispositif, ...).

#### Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée en amont, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont des personnes en difficulté particulière d'insertion professionnelle et qui relèvent de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) éloignés de l'emploi ;
- les habitants des quartiers politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- les personnes sous-main de justice.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

### Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ou une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI)
- 2ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché
- 3ème modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI)

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

### Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A la demande de la Direction Générale de l'Aviation Civile ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : date d'embauche, typologie de contrat, attestation d'heures réalisées, ...).

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 7 du présent CCAP.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer l'acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur désigné étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'acheteur peut procéder à la résiliation du marché.

## **5.4. Autres stipulations**

### **■ Clause de réexamen DSNA :**

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

#### **CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :**

- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions administratives non prévues initialement ;
- le réexamen du montant maximum ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévus initialement ;
- le réexamen des clauses du contrat en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps. La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

#### **CLAUDE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE pour la révision des prix :**

- En cas de suppression d'un indice en cours d'exécution du contrat. Si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service,
- En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans leur nature ou dans leur ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du contrat (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

L'ordre de service est envoyé via le profil acheteur (PLACE). A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur PLACE, les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

#### **■ Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

#### **■ Langue :**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

## **6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **6.1. Obligations courantes du titulaire**

#### **■ Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

#### ■ Conduite des prestations :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, les prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

En cas de changement d'un membre de l'équipe d'encadrement, ce titulaire informe l'acheteur avant sa cessation de fonction, avec un préavis de 3 mois.

Pour tout remplacement de personnel du fait du titulaire, ce dernier assure à ses frais la formation du remplaçant. Elle consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires aux prestations.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au contrat, aux frais et risques du titulaire.

#### ■ Obligation liée au règlement EURATOM :

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DGAC percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DGAC s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DGAC par la Commission Européenne pour le présent contrat.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article *Pénalités*.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.



DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 6.2. Obligations liées à la sécurité

#### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 7. LITIGE ET SANCTIONS

### 7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de <b>75,00 €</b> par jour calendaire de retard. Au-delà d'un délai de <b>7 jours</b> , une pénalité majorée s'applique. La pénalité majorée est de <b>100,00 €</b>
Absence de port du badge	En cas de non-port du badge par les intervenants  <b>50,00 €</b> Par manquement constaté
Autres pénalités	<b>Pénalité pour dépassement de délai de prise en compte de l'intervention :</b> Dans le cas du déclenchement d'une alarme, le non-respect des délais d'interventions (délais des interventions urgentes de niveau 1 - astreinte et délais d'interventions courantes de niveau 2) une pénalité de retard est appliquée sans mise en demeure préalable. Pour les dépassements de délais d'interventions urgentes de niveau 1 (astreintes) : Le montant de cette pénalité est de : 500 € par constat en cas de manquement. Pour le dépassement de délais d'interventions de niveau 2 : Le montant de cette pénalité est de : 100 € par constat en cas de manquement.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p><b>Pénalités pour manquement lors de l'exécution des prestations :</b> Une pénalité est appliquée en cas de manquement à l'obligation contractuelle de réalisation d'une action de maintenance préventive ou corrective. Le montant de cette pénalité est de : 500 € par constat en cas de manquement n'entraînant pas un dysfonctionnement majeur de l'établissement / 1500 € par constat, en cas de manquement entraînant un dysfonctionnement majeur de l'établissement. Au-delà du 2ème constat, l'acheteur peut faire valoir son droit de résiliation.</p> <p><b>Pénalité pour non remise en état des lieux :</b> Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de l'acheteur. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de l'acheteur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.</p> <p><b>Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs :</b> En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs, une pénalité journalière de 1000 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.</p>
Non-respect clause environnementale	<p>En cas de non-respect de la clause environnementale, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>L'acheteur notifie au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à l'acheteur les documents demandés. Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités s'appliquent. Le montant des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.</p>
Non-respect clause sociale	<p>En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 60 € par heure non réalisée. En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure.</p> <p>Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il reste responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.</p>
Non-respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>L'acheteur notifie au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à l'acheteur entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours</p>

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	calendaires, des pénalités s'appliquent. Le montant des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.
Remise de la documentation prévue au contrat	<p>Les pénalités pour non-transmission des documents dans les délais contractuels s'élève à 75 €.</p> <p>La liste des documents sur lesquelles s'appliquent ces pénalités sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du procès-verbal de prise en charge,</li> <li>- Du planning mensuel des maintenances préventives,</li> <li>- Des rapports d'activités,</li> <li>- Du plan de progrès,</li> <li>- Du compte-rendu des réunions bimestrielles</li> <li>- Du bilan d'exercice annuel,</li> <li>- Du budget prévisionnel annuel à partir de N+1,</li> <li>- Du plan de prévention,</li> <li>- Des rapports de contrôles réglementaires.</li> </ul> <p>Par jour calendaire de retard</p>

## 7.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

### ■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes) :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

### ■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique.

A cet effet, la médiatrice interne du Ministère de la Transition écologique, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante : [mediateur@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mediateur@developpement-durable.gouv.fr)

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations de la médiatrice interne et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit la médiatrice interne, notifie à l'ensemble des parties et à la médiatrice interne que la médiation est terminée.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

TA de Châlons en Champagne  
25 rue du lycée  
CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX  
51036

Téléphone : 03 26 66 86 87  
Courriel : [greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr](mailto:greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr)  
Site internet : <https://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

DSNA / DO	Objet	Exploitation et maintenance « multi technique » d'installations et d'équipements de bâtiments situés à Reims	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-06	

## 8. FIN DU CONTRAT

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)